

Une sélection des lettres du jour

La faute à Mugny, mais pas la solution à Burgy

Genève, 9 décembre.- Dans sa lettre parue le 9 décembre, M. Renato Burgy déplore que la Ville de Genève ne subventionne pas un Espace Rousseau en péril. Le cas de ce musée est emblématique: une fois de plus, le Canton a un jour décidé d'intervenir dans un champs sur lequel il a historiquement peu investi, celui de la culture.

En mettant à disposition le premier étage d'une maison, qui n'est d'ailleurs pas la maison ayant vu naître Rousseau car elle a été reconstruite, le Canton a donné l'illusion à une association qu'elle pouvait créer un musée viable et durable. Or, un musée, pour être attractif, se doit d'être évolutif et constamment renouvelé.

La présentation audiovisuelle de l'Espace Rousseau, totalement figée, ne permet aucune évolution et n'a donc aucun avenir. Seul l'aménagement des étages supérieurs, très coûteux car ces étages ne sont pas du tout conçus pour accueillir des visiteurs, permettrait d'envisager un éventuel développement.

(...) Dans le contexte économique actuel, la Ville de Genève ne peut plus compter sur une augmentation des recettes fiscales pour couvrir ses besoins. Sachant qu'elle est passablement endettée, la Ville ne va donc pas inciter la création de nouvelles institutions qui ne peuvent survivre sans subventions.

La Ville de Genève, par l'intermédiaire de la BPU, achète chaque année de nombreux objets en rapport avec Rousseau, comme des éditions rares ou des lettres originales. Il est donc erroné de prétendre que la Ville de Genève «n'aime pas ou ne connaît pas Rousseau». En outre, une étude est actuellement en cours au sujet des potentialités de développement offertes par l'Institut et musée Voltaire.

Un conseil pour finir: avant de critiquer le soi-disant manque d'intérêt de la Ville de Genève pour son patrimoine, M. Burgy pourrait commencer par travailler à la réconciliation des multiples chapelles s'affrontant autour de leur perception de l'œuvre de Rousseau. (...)

Boris Drahusak, codirecteur du Département des affaires culturelles